

Comment mieux répondre aux besoins en matière de logements dans les territoires ?

Déclaration du groupe de la Coopération

Le logement, qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, constitue un sujet de préoccupation majeur, mais paradoxalement ne constitue pas vraiment une priorité nationale.

La coopération se retrouve pleinement dans cette démarche qui part des attentes des populations dans les territoires. En effet, de nombreux ménages ne trouvent pas en métropole et dans les Outre-mer, un logement de qualité adapté à leurs besoins, à leur mobilité ou à leur pouvoir d'achat. Le rapport et l'avis ont montré combien le logement était un bien complexe, au carrefour de contraintes économiques, sociales, urbanistiques et politiques.

Les disparités territoriales sont particulièrement importantes : il n'existe pas un mais de multiples marchés du logement, et les moyennes nationales ne permettent pas d'apprécier les réalités locales.

Le groupe de la coopération soutient l'ensemble des propositions et partage l'objectif de placer la gouvernance du logement au cœur du développement du territoire. En préconisant un Etat stratège, il est bien question d'inviter l'Etat à prendre ses responsabilités en la matière et de l'inciter à éclairer l'ensemble des acteur.rice.s en affichant, au début d'une nouvelle législature, ses objectifs pour la politique du logement.

Dans cette perspective, le caractère innovant du projet d'expérimentation « Territoires « 100 % bien logés » a retenu toute l'attention du groupe de la coopération. La méthode expérimentale est une approche raisonnée que pratiquent les coopératives. Il s'agit de tester une action en mettant en synergie les acteur.rice.s locaux, pour une durée déterminée, afin d'évaluer son impact et de la généraliser si elle est jugée efficace. L'évaluation de ces territoires expérimentaux devrait permettre de donner les clefs pour une France « 100 % bien logés » à l'horizon 2027.

Pour finir, cet avis doit contribuer à faire que la question du logement ne soit plus seulement une question de spécialistes, mais devienne une véritable cause nationale. Le groupe de la coopération a voté en faveur de l'avis.